

**Santé - 22ème conférence
internationale sur le sida - Discours
d'inauguration du Stand France par
Mme Agnès Buzyn, ministre des
solidarités et de la santé
(Amsterdam, 24 juillet 2018)**

(Seul le prononcé fait foi)

Monsieur l'Ambassadeur de France,

Madame l'Ambassadrice pour la santé mondiale,

Mesdames et Messieurs les Professeurs,

Mesdames et Messieurs les Présidents et Directeurs d'agence et d'associations,

Mesdames et Messieurs les Chercheurs,

Chers Partenaires,

Chers Collègues,

Je me réjouis d'être parmi vous ce matin pour l'inauguration de ce stand France, dont la devise est "La France mobilisée contre le VIH/sida : rendez-vous en 2019".

Depuis plus de 30 ans, la France - à travers l'Etat, les instituts de recherche, les opérateurs techniques, les ONG et les communautés - s'engage avec ses partenaires dans la lutte contre le VIH/sida auprès des plus vulnérables, en France comme à l'international.

Le stand France, fruit du partenariat des acteurs français engagés dans la lutte contre le VIH, est une très belle illustration de la diversité de l'expertise française et de la force de notre action conjointe. L'importance de la représentation française à cette conférence internationale témoigne une fois encore de la qualité de la recherche française sur le VIH/sida, qui depuis le début de l'épidémie apporte des contributions majeures aux avancées scientifiques réalisées.

Il rappelle aussi l'engagement de la société civile française : les associations, les communautés, mais également le secteur privé, pour alerter, mobiliser, et pour atteindre les personnes touchées, en particulier au sein des populations clés.

Je voudrais remercier le CRIPS et l'ensemble des partenaires engagés pour leurs efforts dans la mise en place de ce bel espace de travail et d'échanges.

Jusqu'à vendredi, au coeur d'une conférence qui réunit les spécialistes mondiaux du VIH et au cours de laquelle les enjeux et progrès scientifiques accomplis et à venir seront discutés, ce stand, cette maison "France", constitue une vitrine de la richesse de la réponse française aux défis du VIH.

Les tables rondes prévues ces prochains jours permettront de partager et de discuter des stratégies et des progrès réalisés en la matière.

Il sera notamment question :

- de la promotion de la prévention diversifiée à l'échelle locale grâce aux nouvelles technologies de communication,
- de la PrEP, que la France a soutenue en étant le premier pays européen à la rendre accessible avec une prise en charge financière. Les premiers résultats de l'étude PREVENIR (Prévention du VIH en Ile-de- France) seront présentés.
- des suites de la Déclaration communautaire de Paris, qui rappelait l'importance d'associer les personnes concernées à toutes les étapes de la réponse au VIH,
- de la conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial et des conditions pour faire de ce moment clé un succès,
- et des stratégies de dépistages vers l'atteinte du premier 90.

Tous ces sujets majeurs sont au coeur de notre engagement au service de la santé de la population, tant au niveau national qu'international.

Au plan national, les défis restent grands dans la lutte contre le VIH, mais nous pouvons saluer la capacité de la France à innover.

Les priorités de la politique de prévention que le Premier Ministre a annoncées lors du Comité interministériel de la santé du 26 mars dernier, illustrent notre volonté de transformer notre système de santé pour passer du tout curatif à l'action préventive, en tenant compte des besoins

spécifiques des Français, dans toute leur diversité.

Nous avons en particulier engagé une démarche globale d'amélioration de la santé sexuelle et reproductive, qui vise à garantir à chacun une vie sexuelle autonome, satisfaisante et sans danger. Et à travers cette démarche, nous agissons pour mettre fin à l'épidémie du VIH en 2030.

Mais pour agir efficacement, il est avant tout primordial que le respect des droits de chacun en matière de sexualité soit garanti. Faire évoluer les représentations sociales liées à l'identité de genre, à l'orientation sexuelle, à l'âge ou au handicap, ainsi qu'aux personnes vivant avec le VIH est un impératif.

Il s'agit aussi de mobiliser nos outils, nos dispositifs et de ne pas baisser la garde.

Si le préservatif est encore bien utilisé au premier rapport sexuel, les chiffres sur son utilisation sont alarmants pour la suite de la vie sexuelle des jeunes. On ne peut pas accepter que des jeunes puissent croire que le VIH a disparu ou que le sida est une maladie classique qui se guérit. On ne peut pas accepter que le préservatif soit perçu comme une contrainte alors qu'il est la méthode de prévention première contre les IST.

Avec le "Plan priorité prévention", la France va expérimenter un parcours de prévention en santé sexuelle donnant aux jeunes un accès à titre gratuit à des préservatifs.

Et j'insiste ce n'est pas seulement la gratuité des préservatifs qui est en jeu mais bien la construction d'un parcours en santé sexuelle du jeune avec un espace sûr et confidentiel d'échange.

En co-construction avec tous les acteurs du champ de la santé sexuelle, l'idée est d'expérimenter ce parcours en santé sexuelle dans 3 régions de France à forte incidence IST, dont une en Outre-Mer, pendant 3 ans, avec des professionnels au contact des jeunes qui pourront échanger, sensibiliser, informer... et des partenaires pour délivrer les préservatifs sur présentation d'une carte offrant un accès gratuit. Si les résultats sont au rendez-vous, nous pourrons alors généraliser.

Au-delà de cette expérimentation, puisque nous n'arrivons pas encore à faire diminuer l'incidence du VIH, il nous faut innover.

J'ai donc souhaité que l'on puisse en France, comme à San Francisco ou à Londres, où les progrès sont notables dans la diminution de l'incidence, expérimenter les centres de santé communautaires.

Vous le savez aussi, la France a fait figure de pionnière dans la PrEP. Elle a en effet été le premier pays européen à autoriser la PrEP et à la prendre en charge financièrement à 100%.

Nous devons poursuivre nos efforts pour que les personnes à hauts risques d'acquisition du VIH puissent en bénéficier. Il nous faut mieux la faire connaître auprès de tous les publics clés : HSH, personnes en situation de prostitution mais aussi les femmes qui ne représentent que 2% des personnes sous PrEP. Je souhaite affirmer mon engagement pour soutenir le déploiement de la PrEP.

Enfin, je voudrais souligner les enjeux du dépistage, que vous partagez tous. La fin de l'épidémie de VIH et la régression des épidémies principales d'IST passent par une amélioration des dépistages précoces de ces infections.

Malgré une activité de dépistage élevée en France, on estime que 25.000 personnes infectées par le VIH ignorent leur séropositivité et un quart des personnes infectées la découvrent à un stade avancé. Le retard au dépistage c'est le retard à la prise en charge des patients ; c'est aussi ce qui alimente l'"épidémie cachée".

Dès 2019, nous organiserons en région des campagnes spécifiques de dépistage du VIH, des hépatites virales et des autres IST.

À l'international, l'engagement de la France dans la lutte contre le VIH/Sida est historique. C'est celui de vous tous !

Il passe notamment par notre soutien politique et financier de premier plan au sein du Fonds mondial dont la France est le second contributeur avec plus de 4,2 milliard d'euros depuis la création, mais également auprès d'Unitaid, dont le rôle est crucial pour développer et faciliter l'accès de tous à l'innovation en matière de traitements et d'outils diagnostics. Avec un investissement de plus de 1,5 milliard dans Unitaid, la France est le premier donateur de cette agence internationale de premier plan.

L'engagement de la France a été réaffirmé par le président de la République, à travers sa décision d'accueillir en France la Conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme en 2019. La France est engagée au plus haut niveau pour que cet événement, qui constitue une étape cruciale vers l'atteinte de l'objectif d'élimination des pandémies d'ici 2030, soit un succès.

Malgré cela, je suis, comme vous et d'autres décideurs publics, inquiète sur notre capacité à atteindre ce but. Bien que le nombre de nouvelles infections et de morts liés au VIH/Sida soit en diminution, la pandémie VIH reste un défi majeur. Réduire l'incidence du VIH demande un effort soutenu. La persistance d'un taux d'infection élevé dans certaines populations comme les jeunes homosexuels, et notamment les femmes et les jeunes filles risque d'entraîner un rebond de l'épidémie, ce qui serait catastrophique en termes de santé publique, de coût et aurait également un impact sur notre capacité à remobiliser les communautés et les financements.

Nous sommes tous convaincus que dans la lutte contre le VIH, une nouvelle étape est nécessaire. Il nous faut d'autres outils de prévention, évidemment intensifier la recherche d'un vaccin, mais aussi inscrire cette lutte dans un effort global visant à réduire les coinfections, les

autres causes de morbidité, le poids des maladies chroniques non transmissibles, dans une perspective d'amélioration de la santé des populations, souvent les plus fragiles, au niveau mondial. À cet égard, quand nous observons les défis que nous avons eu à relever, la lutte contre le VIH/Sida a été exemplaire de cette nécessité de sortir d'une approche par silos. C'est à ce prix que nous pourrions espérer un succès.

Ce succès ne pourra être que collectif. Il sera également une formidable tribune de valorisation de l'expertise française : expertise des chercheurs, des associations, mais également de nos opérateurs.

Vous pouvez compter sur notre engagement constant et notre implication pour la pleine réussite de cette conférence.

Mesdames, Messieurs,

Pour conclure, je voudrais revenir sur la devise de notre stand "La France mobilisée contre le VIH/sida : rendez-vous en 2019".

Ce message nous rappelle les moments forts de notre engagement dans la lutte contre le VIH/sida et les avancées auxquelles nos efforts communs ont permis d'aboutir.

Ce message, aujourd'hui, nous oblige :

- à poursuivre notre politique suivant une approche pragmatique et évolutive,
- à toujours innover pour mieux faire coïncider l'offre de santé avec les besoins et les ressources de nos territoires.

Je travaillerai en ce sens, avec la plus grande détermination.

Je vous remercie./.

(Source : site Internet du ministère des solidarités et de la santé)